l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F | Adresse : B.P. 61 75861 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE | N° 397 jeudi 25 décembre 1975

LA CORSE EN COLERE

Si le pouvoir voulait pousser la population corse à la révolte il n'agirait pas autrement qu'il le fait actuellement. Qu'on en juge.

Mardi, en fin d'après-midi, le tribunal de grande instance de Bastia rendait son verdict dans le procès des douze trafiquants sur le vin qui avaient acculé des centaines de paysans corses à la ruine. Le moins que l'on puisse dire est qu'ils ont eu affaire à une justice sur mesure. Les peines prononcées le sont toutes avec sursis et aucune ne dépasse un an de prison. Cela est bien peu pour des individus inculpés de «vente de produits propres à falsifier le vin, falsification de boisson et vente de boisson falsifiée».

Pendant que les escrocs sont libres, la Cour de sûreté de l'État vient à nouveau de refuser la mise en liberté d'un de ceux qui à Aléria avaient dénoncé le scandale. Depuis le mois d'août Edmond Siméoni est maintenu en prison. Soyons sûrs qu'en ce jour de Noël la population corse pensera à celui qui est emprisonné et ressentira plus que jamais cette révoltante injustice. Dans un ouvrage publié récemment, «Le piège d'Aléria», Edmond Siméoni dénonce la volonté d'affrontement sanglant qui avait alors guidé le gouvernement pour étouffer la dénonciation du scandale et écraser le mouvement populaire en Corse. Dans cette affaire tout n'est que mensonges, cynisme et provocation de la part du pouvoir.

Que la colère monte en Corse, une nouvelle preuve en est fournie par les manifestations des étudiants et lycéens qui se sont déroulées mardi à Ajaccio pour protester contre les conditions dans lesquelles est prévue l'ouverture d'une université à Corte. Ils exigent en particulier : la démission du président de l'université, imposé par le gouvernement contre la volonté de la population, un enseignement qui respecte les caractères spécifiques de la Corse, le départ de la Légion étrangère de la ville de Corte.

Une fois de plus, le gouvernement a lâché ses CRS pour étouffer la volonté de la population corse de voir tenir compte de sa spécificité. Aux violences des CRS les étudiants ont répondu par une légitime violence.

Puisque le pouvoir sème le vent qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'il récolte la tempête ?

Le service d'ordre CGT veut faire taire un journaliste

Le 18 décembre dernier un photographe de l'agence de presse «Norma», Jean Philippe Bunel, était agressé par le service d'ordre de la CGT. Son matériel était cassé.

Le 19 décembre, plusieurs individus masqués se présentaient à son domicile, le frappaient et mettaient à sac son logement. Parmi les agresseurs il reconnaissait des individus qui la veille l'avaient frappé. Ils avaient pu prendre connaissance de son adresse sur la carte de journaliste qu'ils lui avaient dérobée. L'agence de presse «Norma» et lui-même décidaient alors de porter plainte. Dans la nuit du 22 au 23, il était victime d'une nouvelle agression. A l'aide d'un liquide inflammable des individus ont mis le feu à la porte de son appartement.

Il est clair que les social-fascistes de la CGT veulent ainsi l'intimider, croyant que la peur le fera renoncer à dénoncer leurs actes.

Dans un communiqué, la direction de la CGT parle de «calomnies», de la même façon que les Soviétiques parlent de «calomnies» quand les camps de concentration sont dénoncés.

Nous sommes là en présence d'une attaque de grande gravité contre la liberté de la presse. Après avoir eu recours à des pressions multiples contre les journalistes, les dirigeants révisionnistes utilisent maintenant la violence pour les faire taire. De tels actes et de telles prétentions ne pourront qu'entraîner une dénonciation ferme de la part de tous ceux qui sont réellement attachés à la liberté de la presse, de tous ceux qui refusent le fascisme, quel que soit son masque.

Qu'on ne nous dise pas qu'il s'agit là d'agissements exceptionnels. Ils sont monnaie courante. Récemment encore, on nous signalait qu'à Bordeaux, un travailleur, militant de base de la CGT, qui protestait contre l'attitude du PCF vis-à-vis de la CFDT, eut pour seule réponse, de la part d'un membre de l'Union des étudiants dits communistes, un coup de poing qui lui brisa ses lunettes et lui ouvrit l'arcade sourcilière. Tout cela porte un nom : le social-fascisme.

LE CHEF DU BUREAU DE L'O.L.P. EN FRANCE CONDAMNE L'OPÉRATION DE VIENNE

Au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue mardi à Dakar, où il préside la première «semaine de la Palestine», Ezzedine Kalak a condamné sévèrement l'opération de Vienne contre l'OPEP. Il a notamment déclaré que cette opération était «suspecte, irréfléchie et irresponsable», qu'elle nuisait à la cause palestinienne et détournait l'attention des manifestations qui se déroulent actuellement en Palestine occupée.

L'échec du 9è plan quinquennal soviétique... p.4

La parole à la classe ouvrière

LE 14 FEVRIER 1976 : QUE LES TRAVAILLEURS EN LUTTE S'EXPRIMENT

Le 14 février, la parole sera donnée aux travailleurs des entreprises : ils pourront raconter, expliquer leurs luttes, le bilan et les leçons qu'ils en tirent pour les luttes à venir : et cela avec les moyens d'expression qu'ils auront choisis eux-mêmes.

Aussi, les camarades qui se sont trouvés au cœur de la bagarre ou qui les ont soutenus de l'extérieur, doivent nous faire savoir d'urgence toutes les possibilités et modalités de participation de ces travailleurs, afin que centralement la préparation puisse se faire dans de bonnes conditions.

A titre d'indication, nous publions ci-dessous une liste – *nullement limitative* – d'entreprises où se sont déroulées des luttes contre l'exploitation capitaliste et où, dans la plupart des cas, les travailleurs ont dû dans la pratique s'opposer au révisionnisme – luttes notamment depuis septembre et quelques autres plus anciennes. Si nous ne sommes pas toujours à l'intérieur, cela n'empêche nullement de contacter les ouvriers qui se sont trouvés à la pointe du combat et de les inviter à la participation au rassemblement du 14 février, pour que la classe ouvrière en lutte prenne la parole. Soyons offensifs en faisant confiance aux masses.

Lozay-Babcock
Griffet
CHU
L'Épée
Mammouth
SMG
Recticel
Badin
Kodak
PTT
Orlane
Renault

CIP
Desombre
Cables de Lyon
Lip
L'Epur
Interlangues
Hôpital franco-musulman
Coframaille
Chauvin
Air France
AGP
Rhône-Poulenc
EDF
Sambre-et-Meuse
Bléreau
Guillouard
Piron
Chausson
Massey-Ferguson
Girosteel
Ex-ORTF
Gervais-Findus
Satam-Hussmann
Caron-Ozanne
St-Gobain-la-Chapelle
Laving-glaces
Innovatis
Tanneries d'Annonay
Paris-Rhône
Stemat
Bourguet

Vitrolles
Marseille
Dijon
Montbéliard
Clermont, Rennes
Clermont
Langeac
Toulouse
Vincennes
Orléans, Paris, ...
Orléans
Billancourt, Rouen, Le Mans, Limoges
Pas-de-Calais
Lille
Clichy
Besançon
Paris
Paris

Bobigny
Schirmeck
Ivry
Orly
Paris
Vitry, Chalampé
Paris
St-Brieuc
Chatellerault
Nantes
Bretoncelles
Gennevilliers, Reims
Juvisy, Athis-Mons
Le Bourget
Paris
Orsay
La Courneuve
Caen
Orléans
Rennes
Rethel (08)

Annonay
Lyon
Aveyron
Tarn

Neyrpic
Cazeneuve
Tissot-Dupont
Fnac
Blaupunkt
Union coopérative bretonne
Egé
Comptoir pharmaceutique de Savoie
Somafer
Furnon
Pennel et Flipo
Clark
Sam-Cazenave
Métro de
Métrix
Malichaud
Rennelec
AOIP
Teppaz
Sotracomet
Rehault
CPIO
Radar
Batignolles
Perrier
Soretex
Sancar
Blanchisseries d
Carrabetta
Mas
Cofal
Caterpillar
Fonderie Dupont F
Souriau
Gaboriau
Thomson

Sacilor
Barbé
Blin
Printemps
Bois déroulés de l'océan
Sovirel

Grenoble
St-Denis
Faverges
Paris
Caen

Lorient
Chambéry

Chambéry
Fos-sur-Mer
St-Étienne
Roubaix
Strasbourg
Bordeaux
Marseille
Annecy
Orléans
Rennes
Evry, Morlaix
Lyon
Metz
Fougères
Nantes
Clermont
Nantes
Vergèze
Angers
Paris
Pantin
Uckange
Toulouse
Loches
Grenoble
Isère
La Ferte-Bernard
Biarritz
Grenoble.
La Roche-sur-Yon
Metz
Rennes
Rennes
Rennes

Charente-Marit.
Bagneux-sur-Loing

Samti
Brandt
CEM-Petercem
Idéal-Standard
Salins de Giraud
Speci
CEA
Fonderies Manil
Calberson
Comsip
Fonderies Cochaux
Hoover
Sica-vins
R. Boutons
Lansiaux

PBTP

Renault-Somua
Motorola

Mayenne
Lyon
Lyon
Aulnay
Arles
Aix
Région parisienne
Ardennes
Le Mans
Rueil
Ardennes
Dijon
Toulouse
Grenoble
Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais)
Pontailler-sur Saône
Cholet
Toulouse

etc., etc.

A ces entreprises il faut également ajouter d'autres lieux où la classe ouvrière lutte :
— foyers (Lou Cantou, Reims, Sonacotra) ;
— Centres FPA (Cantin, Rouen, Pont de Claix) ;
— Comités de chômeurs (Paris-15è, 13è, Toulouse).
et encore : Cité des Marronniers (Vitry), CERAT (Grenoble), Crous (Aix), écoles d'infirmières (Montfermeil, ...) etc., etc.

Nous attendons vos réponses et propositions pour faire du 14 février une grande journée au service de la classe ouvrière.

Écrire à : l'Humanité rouge *(la parole à la classe ouvrière)* BP 61-75861 Paris Cedex 18.

A Fougères, 150 travailleurs à la "preretraite"... première vague de licenciements

La question de l'emploi est au centre des discussions à Fougères. Plusieurs entreprises vont fermer et de nombreux licenciements sont annoncés. C'est en particulier le secteur de la chaussure qui est touché – Fougères est connue pour être la ville de la chaussure – sur les 3 000 ouvriers qui travaillent dans cette industrie, 1 200 vont être licenciés selon les plans élaborés par Bidegain, grand patron de la chaussure à l'échelon national.

Actuellement, quatre usines sont sur «la corde raide» : Rehault (chaussure) dont la fermeture a été annoncée officieusement par Cointat (député maire UDR) le 5 décembre, JED Bretagne (métallurgie), la CRISTALLERIE et MOREL (autre usine de chaussure).

Les patrons veulent faire retomber la crise sur le dos des travailleurs et préparent des licenciements.

On s'attend à des licenciements par vagues dont l'une en février 1976 et probablement une autre en juillet 1976 (juste avant les congés).

Dès aujourd'hui, les patrons ont mis dehors 150 travailleurs âgés de 59 à 65 ans (au 31 janvier 76), dans quatre usines en difficulté : Rehault, Bertin, Martin et Maunoir.

Les travailleurs concernés, ayant reçu une lettre de licenciement, ne sont pas dupes !

Cette mise à la «préretraite» ne correspond pas à la revendication de la retraite à 60 ans. Et les travailleurs, tout en acceptant de partir car ils aspirent à un repos bien gagné après 40 ans et plus d'exploitation, sont dégoûtés par la façon dont cela s'est passé.

Ils ont décidé de s'organiser dès aujourd'hui pour continuer la lutte contre les licenciements et défendre leurs droits sans rester isolés. D'autant que cette «préretraite», créée pour la première fois, spécialement pour faire passer les licenciements à Fougères, n'est pas claire : les lettres ont été envoyées, mais les 90 % promis jusqu'à 65 ans seront-ils payés ?... Il y a loin des promesses à la réalité.

Les patrons ont utilisé le désir des travailleurs d'avancer l'âge de la retraite pour faire passer leurs licenciements. Une preuve : cela ne concerne que les usines en difficulté.

D'autre part, cela leur permet d'étaler les licenciements, et de se mettre à l'abri (pour l'instant) d'une puissante mobilisation contre le chômage.

Mais les travailleurs de Fougères, conscients de la tactique patronale, restent vigilants et se préparent à lutter.

Correspondant HR.

BLANCHISSERIES DE PANTIN : VERS DE NOUVELLES LUTTES

LE VOLEUR CRIE AU VOLEUR...

Leducq, c'est le patron des Blanchisseries de Pantin. Voici deux mois, les travailleurs, hommes et femmes, français et immigrés, unis, y faisaient la grève pour exiger la réintégration d'un de leurs camarades, Médina, qui s'apprêtait à être délégué de la toute récente section CFDT et qui pour cette seule raison avait été mis à la porte.

Au cours de la lutte, les travailleurs devaient révéler au grand jour la situation dans cette entreprise. En particulier les conditions de travail insupportables, imposées par le patron contre toute règle d'hygiène et de sécurité, étaient exposées au cours d'une conférence de presse*.

Aujourd'hui Leducq attaque. Il fait d'énormes pressions sur les ouvrières qui ont contribué à faire le jour sur le bagne des Blanchisseries de Pantin, et il réclame 430 millions de dommages à trois organes de presse, dont en particulier 100 millions à notre confrère *Libération !*

Voilà un duc qui ne manque pas de toupet. Ce patron qui ne cesse d'être en fraude, lorsque par exemple il verse des salaires qui, sans la prime de rendement, n'atteindraient pas le SMIC !

C'est en tout cas la preuve que les faits révélés au cours de la grève étaient réels. Un autre fait vient le confirmer : ce sont les pressions et les menaces qu'exerce Leducq à l'égard de certaines ouvrières qui avaient participé à la conférence de presse du 24 octobre à la Bourse du travail de Pantin. Grâce à son service de «relations sociales» avec le personnel, la direction de l'entreprise connaît le vie privée des travailleurs dans ses moindres détails. C'est là qu'elle puise ses armes favorites. S'adonnant au chantage le plus vil et proférant d'odieuses menaces à l'égard de certaines ouvrières, le patron a réussi à leur faire signer des papiers revenant sur certaines déclarations qu'elles avaient faites !

En la matière, Leducq n'en est pas à son coup d'essai. Ainsi, alors même que la grève était en cours, nous nous souvenons avoir vu une travailleuse qui, complètement écœurée, en larmes, était obligée de reprendre le travail. En instance de divorce, elle avait dû auparavant demander une avance d'argent au patron. Celui-ci, au moment de la paie, pendant la grève, lui retint cette somme. Sans le sou pour élever ses enfants, payer son avocat, etc., et soumise à de multiples pressions du fait de sa situation familiale, l'ouvrière n'avait pu que reprendre le travail...

De telles pratiques patronales provoquent l'indignation des travailleurs, de même que provoque leur colère la répression dont est victime la jeune section CFDT. Après le licenciement de Médina qui visait à la démanteler, la section CFDT a tenu le coup, s'est renforcée et a puissamment gagné en influence dans l'entreprise. Mais Leducq n'a pas baissé les bras pour autant. Et aujourd'hui le délégué a déjà reçu une lettre d'avertissement. A coup sûr, le patron prépare une répression plus forte. Mais ouvriers et ouvrières, français et immigrés, sont fermement décidés à lui opposer une riposte unie.

L'idée d'une nouvelle grève circule dans les ateliers. Les travailleurs se battront, tant qu'il faudra, mais ils remporteront la victoire !

* Voir HR No 356.

LE DOSSIER NOIR DE LA BLANCHISSERIE

Extrait de Syndicalisme CFDT No 11 — janvier 1976.

La blanchisserie (environ cinquante mille salariés en France) est un secteur d'activité très pénible en raison du traitement quotidien, à la main, de plusieurs tonnes de linge sale en provenance des restaurants, des cliniques. Cela signifie en clair la vue et l'odeur du sang, qu'il faudra tenter d'oublier quelques instants pour grignoter, malgré tout, son casse-croûte dans un coin, entre deux ballots.

Après le triage on passe au lavage. Dans le clapotis des bains odorants de Javel ou autres produits chimiques, le bruit et la vapeur des ateliers voisins, il faut tenir les cadences, suivre le rythme imposé «pour que la clientèle soit livrée à l'heure».

Les bottes, qui ne sont ni doublées ni antidérapantes, sont rongées par divers produits acides. Les conditions de travail sont déplorables pour des salaires au niveau du SMIC. On ne sait pas quels horaires on va faire puisqu'il faut s'adapter aux arrivées de linge sale.

«Des petits bagnes modernes, où le respect de la femme passe après celui du rendement et du profit», a dit un éditorialiste de «Europe No 1».

Pour ce qui est de la rentabilité de ces entreprises, elle est bonne si l'on en juge par le développement du groupe de la blanchisserie de Pantin, le deuxième de la région parisienne, qui pousse ses tentacules assez loin en province...

Au Chesnay (Yvelines)

Scandale du logement pour des travailleurs immigres

Encore un scandale du logement pour les travailleurs immigrés : dans le département des Yvelines, à côté de Versailles, dans la ville du Chesnay, rue des Deux-cousins, une trentaine de travailleurs, portugais, nord-africains, sont logés par l'entreprise Grosse (Bâtiment) dans de vieilles maisons sordides. Ils sont parqués à 3 par pièce, et à 7 dans un grenier. Quelques familles disposent de deux ou trois pièces disséminées autour de la cour.

Il n'y a pas de placards, de vieilles planches servent pour poser les valises qui font office de casiers de rangement. Les murs et les plafonds doivent être refaits. Il n'y a pas de chauffage, et les occupants ont dû acheter des appareils électriques pour y suppléer tant bien que mal. Chaque locataire paie sa place et son lit... 60 F par mois !

Sur intervention de la CFDT, la médecine du travail est venue visiter les lieux. Les logements présentent, en effet, un caractère d'insalubrité.

L'été dernier, l'inspection du Travail intervenait et exigeait que l'entreprise fasse des travaux d'aménagement, mais au début de novembre, rien n'était encore fait.

Les travailleurs immigrés sont déterminés à faire face à la tentative des patrons et du pouvoir de leur faire payer, ainsi qu'à l'ensemble de la classe ouvrière de France, la crise que la bourgeoisie traverse.

Les luttes résolues dans de nombreux foyers Sonacotra, etc., le prouvent, malgré l'oppression bourgeoise, la trahison révisionniste (Marchais dit récemment à la Sonacotra : «Il est normal que les familles paient» !). Les travailleurs immigrés n'ont pas abandonné leur combat, et gagnent de plus en plus la sympathie et le soutien de leurs camarades français, l'unité doit se consolider chaque jour davantage.

Travailleurs français et immigrés, nous avons les mêmes patrons, un même combat. Renforçons notre lutte !

GREVE DANS UN MAGASIN A GRANDE SURFACE DE POITIERS

Une soixantaine des cent employés du «Rallye», un magasin à grande surface de Poitiers, se sont mis en grève pour réclamer une augmentation de salaires et un aménagement des horaires de travail.

COMMANDEZ, LISEZ LA JEUNE GARDE ROUGE

journal de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France

L'exemplaire : 2,50 F.

Passez vos commandes à l'Humanité rouge en précisant «Pour la Jeune garde rouge».

ECHEC DU 9è PLAN QUINQUENNAL SOVIETIQUE

Le 9e plan quinquennal soviétique (1971-1975) a fait long feu. Cet échec montre que l'économie nationale de ce pays est en plein gâchis et que les sociaux-impérialistes soviétiques sont faibles sous des dehors de puissance.

Selon les chiffres annoncés au Soviet suprême réuni au début de ce mois, le revenu national et la valeur globale de la production industrielle et agricole n'ont pu atteindre les objectifs fixés. Le revenu national n'est arrivé qu'au niveau de 1974. Autrement dit, il a fallu cinq ans pour accomplir les tâches fixées pour quatre ans.

Plus grave encore est le marasme dans lequel végète l'agriculture, sujet de beaucoup de commentaires dans le monde. Pendant quatre des cinq ans, la production céréalière est restée inférieure à celle de l'année précédente. Même à en croire les statistiques officielles, la production moyenne des cinq ans a diminué de 9 % par rapport aux objectifs fixés dans le plan, et la production de l'année en cours, estimée à 137 millions de tonnes seulement, est vraiment catastrophique. Elle représente 80 millions de tonnes de moins que prévu et 30 millions de tonnes de moins que l'année déficitaire de 1972. C'est le chiffre le plus bas enregistré au cours de la décennie écoulée, et la chute la plus sérieure en 20 ans. Par tête d'habitant, la production de 1975 est donc inférieure à celle de la Russie tsariste en 1913.

L'Union soviétique fut un temps un pays exportateur de céréales. Mais avec la restauration du capitalisme par la clique des renégats révisionnistes, les importations du pays en produits alimentaires devinrent de plus en plus importantes. Les importations totales de céréales durant le 9e quinquennat furent cinq fois plus importantes qu'au cours du 8e quinquennat. Cette année, l'Union soviétique a dû importer 25 millions de tonnes de céréales, chiffre record.

Ces dernières années, la production de betteraves, de tournesols, de pommes de terre et de légumes n'a pas atteint non plus les objectifs prévus.

La pénurie de céréales et le manque de fourrages affectent sérieusement l'élevage. De 1971 à 1974, la production totale et le rendement annuel de viande, de lait et de laine n'ont pas atteint les objectifs fixés dans le plan quinquennal. La situation est encore plus grave cette année. La pénurie sérieuse de fourrages a obligé de tuer en masse des animaux, réduisant ainsi grandement le nombre de têtes de bétail.

Du fait que la clique Brejnev a affecté d'énormes sommes à l'expansion des armements et à la préparation de guerre, durant les quatre ans du plan quinquennal, les investissements pour l'agriculture n'ont pas été suffisants. La répartition des tracteurs et des moissonneuses-batteuses n'a pas non plus été conforme au plan.

Récemment, Nikolai Baibakov, président du Comité du plan d'État, a reconnu à la session du Soviet suprême que l'industrie soviétique «connaissait difficultés et troubles» et que «les objectifs fixés pour une série de produits les plus importants, dont l'économie nationale ressentait un besoin urgent, n'ont pas été réalisés». Le taux d'accroissement de la valeur globale de la production industrielle pendant le présent quinquennat atteignait seulement 91 % du plan original. Les contradictions entre l'industrie des armements qui s'enflent furieusement et l'industrie des articles de consommation qui patauge deviennent de plus en plus aiguës.

L'arsenal soviétique de missiles balistiques intercontinentaux a été multiplié par près de 22 en 13 ans et celui de missiles balistiques sous-marins par 8 en 12 ans. Et parallèlement à ces augmentations, s'accroissaient le chaos et le retard dans l'industrie des biens de consommation.

A la fin de l'année dernière, la clique Brejnev avait rabaissé considérablement les objectifs fixés pour la production de biens de consommation. De ce fait, cette industrie connaîtrait un taux d'accroissement de 25 % inférieur à ce qui était prévu dans le présent plan quinquennal. A en juger par les chiffres évélés à la récente session du Soviet suprême, même ces objectifs rabaissés n'ont pu être atteints. Maintenant, le peuple ressent l'insuffisance de marchandises et la hausse des prix en Union soviétique. Pour remédier à cette situation, les nouveaux tsars ont importé une grande quantité de céréales, de sucre, de légumes et de viande ainsi que des articles industriels de consommation.

La grave situation actuelle présage une nouvelle dégradation de l'économie nationale soviétique. Le plan économique pour 1976, publié récemment par l'Union soviétique montre que le taux d'augmentation du revenu national, de la valeur de la production industrielle, du revenu réel par tête d'habitant et du volume des ventes de détail, etc, tombera au point le plus bas depuis l'application du premier plan quinquennal dès 1929.

Les sociaux-impérialistes soviétiques, pleins d'arrogance, ne peuvent pas dissimuler leur faiblesse. Ils sont dans un embarras grandissant sur le plan politique et économique.

LA PENURIE...

File devant des magasins d'alimentation à Moscou.

... N'EST PAS POUR TOUT LE MONDE.

Un banquet parmi tant d'autres pour la bourgeoisie monopoliste bureaucratique.

PAS DE BEURRE, MAIS DES CANONS !

Avions de chasse soviétiques prêts à une offensive éclair en Europe.

Sahara occidental :

L'ALGERIE ACCUEILLE LES REFUGIES

Les réfugiés sahraouis affluent en Algérie, devant la répression qui sévit et la guerre qui se développe du fait de l'agression marocaine et mauritanienne contre leur pays. Ce sont pour la plupart, des femmes, des enfants et des vieillards, les hommes valides combattant dans les unités du F. POLISARIO. Le Croissant rouge algérien apporte une aide généreuse à ces réfugiés dont le nombre va grossissant : logement, nourriture, soins, et aussi enseignement pour les jeunes qui peuvent suivre des cours d'histoire du monde arabe, du Sahara occidental, d'arabe et de calcul.

D'un lecteur d'Algérie nous avons reçu la correspondance ci-dessous qui marque la solidarité de combat des deux peuples d'Algérie et du Sahara occidental.

Invasion, génocide, conspiration du silence. Voilà les principaux aspects de l'intervention armée maroco-mauritanienne au Sahara occidental, avec pour complice le régime fasciste de Juan Carlos.

A Smara, El Ayoun, La Guera, le peuple saharaoui, dirigé par son avant-garde et représentant authentique, le Front POLISARIO (Front populaire de libération de Saguiet El Hamra et Rio de Oro), résiste à l'envahisseur.

Jusqu'à ce jour les fidayins du F. POLISARIO tiennent en échec les troupes mauritaniennes qui ont attaqué la Guera. Selon des informations d'origine espagnole les troupes mauritaniennes auraient subi de lourdes pertes. De même à Smara, les troupes marocaines ont été tenues en échec, malgré leur supériorité en hommes et en armements.

Sur le plan politique, le F. POLISARIO a remporté un grand succès par le ralliement de la grande majorité de la Djemâa (qui s'est auto-dissoute).

D'autre part, le soutien politique international au F. POLISARIO se renforce chaque jour. Le peuple algérien a manifesté son soutien à travers tout le territoire en organisant des meetings et des manifestations.

Les forces progressistes et révolutionnaires se doivent de soutenir la lutte du peuple saharaoui pour son indépendance.

Manifestation de soutien à la lutte du peuple saharaoui en Algérie.

(Photo correspondant)

C'est ce que font le peuple et le gouvernement algérien. A cet égard les diverses manifestations hostiles à l'Algérie sont significatives. L'impérialisme qui ourdit ses complots au Maghreb aimerait pouvoir remettre en cause les acquis de la révolution algérienne et par là même ouvrir une brèche dans le tiers monde.

Mais qu'il prenne garde ! En Indochine, comme en Palestine, comme au Maghreb, la guerre du peuple est invincible.

Un lecteur d'Algérie

Le Parti communiste d'Indonésie condamne l'agression indonésienne a Timor oriental

Le Comité central du Parti communiste d'Indonésie a publié récemment une déclaration qui condamne le gouvernement indonésien pour son agression armée contre la République démocratique de Timor oriental et exprime le ferme soutien du peuple indonésien au peuple de Timor oriental dans sa juste lutte pour défendre son pays.

«La position du peuple de Timor oriental est juste. Il ne veut pas se dégager de la machoire de crocodile pour tomber dans la gueule de tigre», déclare-t-elle, ajoutant que la volonté unie du peuple de Timor oriental de réaliser son aspiration à l'indépendance nationale a été exprimée par le FRETILIN le 28 novembre 1975, en fondant la République démocratique de Timor oriental avec le large soutien du peuple.

Pour dissimuler ses motifs vicieux, le gouvernement indonésien a joué divers tours diplomatiques, alléguant qu'il «n'a pas d'ambition territoriale». Mais en même temps, sous prétexte de «protéger le peuple» de Timor-est, il a mené de manière couverte l'intervention militaire en vue de réprimer sa lutte pour l'indépendance. Après la proclamation de l'indépendance par le peuple de Timor oriental, le gouvernement indonésien a enlevé son masque et déclenche ostensiblement une agression d'envergure contre la République démocratique de Timor oriental, occupant ses territoires et Dili, sa capitale.

Le Comité central du PKI souligne en conclusion :

«A présent, le peuple de Timor oriental poursuit la lutte dans des conditions très difficiles et au prix de grands sacrifices. Mais, il ne se trouve pas isolé dans sa lutte. Les peuples révolutionnaires et progressistes du monde entier se tiennent de son côté dans sa juste lutte.»

ROUMANIE : PAS DE SECURITE REELLE EN EUROPE

Nicolas Ceausescu, secrétaire général du Parti communiste roumain vient de déclarer devant l'assemblée nationale de Roumanie :

«Nous devons franchement dire aux peuples que tant que la course aux armements se poursuivra, que les arsenaux ne cesseront de grossir, que les troupes étrangères et les bases militaires (y compris nucléaires) resteront sur le territoire de pays européens et que notre continent demeurera divisé en blocs militaires antagonistes, il ne pourra être question de sécurité réelle ni sur ce continent qui est le notre, ni nulle part dans le monde.»

******

PORTUGAL : LE «DIARIO DE NOTICIAS» REPARAIT

Le «Diario de noticias», l'un des deux grands quotidiens du matin, suspendu depuis le 25 novembre, reparait avec une nouvelle direction de tendance socialiste.

Quatorze journalistes, proche du parti pro-soviétique de Cunhal ont été suspendus. Dans son premier éditorial, le quotidien souligne qu'il appartient à l'État et ne peut être «le fief d'un groupe social ou d'une organisation politique».

Depuis la tentative de putsch du 25 novembre, cent vingt journalistes de tendance pro-soviétique ont été suspendus ou limogés, à la radio, la télévision ou dans les journaux.

******

ARGENTINE : REDDITION DES MUTINS

Les éléments des forces aériennes de l'armée qui s'étaient mutinés se sont rendus sans condition, le reste de l'armée et le peuple ayant refusé de les suivre dans leur tentative réactionnaire.

Le gouvernement d'Isabelle Péron a agi avec fermeté, ordonnant aux forces aériennes restées loyales dans leur majorité, de bombarder les bases aériennes tenues par les rebelles. Dans un appel à la nation la présidente a réaffirmé sa volonté de défendre le pays contre tous les complots et de poursuivre dans la voie de l'indépendance nationale.

******

U.R.S.S. : EXPLOITATION DE LA MAIN D'ŒUVRE BULGARE

Les dirigeants soviétiques intensifient l'exploitation des travailleurs de leurs pays vassaux d'Europe orientale

L'agence bulgare de presse vient en effet d'admettre qu'au complexe industriel forestier de Ust-Ilimsk, en URSS, un nouveau contingent d'ouvriers bulgares est attendu qui seront exploités dans les branches les plus difficiles de l'économie soviétique. Outre ces derniers, plus de 8 200 ouvriers bulgares sont obligés de travailler loin de leur pays aux scieries de Kom, 2 000 autres à la fabrique de papier cellulose de Arkhangelsk, environ 5 000 au complexe sidérurgique de Kursk et des milliers d'autres à la construction du gazéoduc pour l'exportation du gaz naturel soviétique vers les pays d'Europe occidentale.

ECONOMIQUE ET SOCIAL

Avec l'approbation des représentants de la FDSEA et des chambres d'agriculture du Sud-Est

LE MODEF S'ATTAQUE AU RAPPROCHEMENT AVEC LE TIERS MONDE

La direction du MODEF (Mouvement de Défense des exploitants familiaux — rattaché au PCF) de dix départements du Sud-Est (midi-viticole) a annoncé lundi, dans un communiqué, qu'il se déclare «opposé à la poursuite des discussions sur les Accords méditerranéens et de l'ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) avec la CEE, ainsi que ceux intéressant l'entrée de l'Espagne et de la Grèce dans le Marché commun.»

Le MODEF précise que cette position a été prise samedi dernier à Noves dans les Bouches-du-Rhône au cours d'assises régionales auxquelles devaient participer des responsables de la FDSEA et de chambres d'agriculture des départements concernés.

Cette réaffirmation de la politique du MODEF identique à celle du PCF dans ce domaine, n'a rien d'étonnant.

De fait, elle vise à détourner la lutte de la paysannerie travailleuse contre les véritables amis de notre peuple que sont les pays du tiers monde producteurs de biens alimentaires et à faire «oublier» que les vrais exploiteurs des petits paysans français ne sont autres que les trusts alimentaires, les banques et les gros négociants de notre pays.

Quoi de moins étonnant que les dirigeants de la FDSEA, des chambres d'agriculture, dont on connait les liens étroits avec le capital, applaudissent à tout rompre à de telles déclarations du MODEF. «Dis-moi qui t'applaudit, je te dirai qui tu es...»

DES GRENADES ANTIMANIFESTANTS

Le nouveau matériel testé la semaine dernière par les CRS dans le Lot-et-Garonne

Nous avions parlé la semaine dernière de l'expérimentation par la CRS — un des bras armés de l'appareil d'État bourgeois — de nouvelles armes dans le Lot-et-Garonne.

Le journal «Sud-Ouest» devait révéler quelques précisions à leur sujet cette semaine. Il s'agirait principalement d'armes «psychologiques» destinées à combattre les manifestations de rues. Bien sûr, elles ont été présentées comme permettant la lutte contre les preneurs d'otages... mais qu'on en juge : une des nouvelles armes est un explosif particulier lancé avec le fusil lance-grenades, produisant un souffle important, permettant de projeter un véhicule à un mètre de haut ou de «sonner» un groupe de personnes, sans toutefois les blesser gravement. Une grenade lacrymogène surpuissante a été également testée pour ses effets de persistance des gaz.

On n'arrête pas le progrès, diront les possédants.

On n'arrêtera pas la volonté des travailleurs d'en finir avec ce régime foussement démocratique, même avec les armes les plus sophistiquées.

L'application en URSS du nouveau système économique dans le bâtiment :

UN SECTEUR DANS UN ÉTAT DÉSASTREUX

Selon un reportage de la presse soviétique en juillet dernier, le nombre des travaux inachevés atteint un pourcentage important et croît d'année en année. Cette année, la valeur des ouvrages inachevés représente 90 milliards de roubles et compte pour 80 % des investissements dans la construction de base.

Mus par le seul profit, beaucoup d'organismes et de départements de la construction soviétiques s'engagent dans des plans de construction qui dépassent leurs possibilités. Il arrive souvent que les ouvriers soient déplacés et affectés à un nouveau projet de construction avantageux avant que le précédent ne soit tout à fait achevé. Il en résulte une prolongation des travaux et un retard dans les délais de livraison.

La mauvaise qualité des nouvelles constructions a provoqué un vif mécontentement parmi la population, qui se plaint de ce que les départements de la construction ne songent qu'à gagner des roubles, sans souci aucun de la qualité de la construction et des grandes difficultés que cela occasionne aux locataires.

Du fait de la mise au premier plan du principe capitaliste de la recherche du profit, les «obstacles artificiels du progrès technologique» se font sérieusement ressentir dans les travaux de construction. C'est l'une des raisons pour lesquelles les innovations et inventions techniques ne peuvent être pleinement appliquées et popularisées. Les journaux soviétiques ont avoué que «la mécanisation est fort en retard dans les travaux de construction». Les ouvriers du bâtiment et du montage travaillant à la main comptent pour plus de 50 % du nombre total des ouvriers. Dans les entreprises dépendant du ministère de la Construction industrielle, ce chiffre atteint 55 % et 66 % dans celles dépendant du ministère de la Construction agricole.»

Le chaos qui prévaut dans l'ensemble de l'industrie soviétique rend plus critique encore la situation de l'architecture, comme en témoigne l'insuffisance du ciment et du béton armé, question permanente sur les chantiers de construction: Un journal soviétique a dû avouer que le manque de matériaux de construction suscite des difficultés croissantes dans l'architecture. Certains journaux soviétiques ont admis que le gaspillage de temps atteint 30 % dans les chantiers de construction du fait de la pénurie de matériaux de construction et de la mauvaise organisation du travail.

Pour obtenir davantage de primes, les responsables des organismes de construction soviétiques n'hésitent pas à tricher. Un journal soviétique révèle que, dans certains organismes «on distribue des primes en toutes occasions, même lorsque le plan n'a pas été accompli...» Dans certains autres organismes de construction, la recherche des primes est si effrenée que personne n'est retenu par sa bonne conscience pour les obtenir...

Après la mise en application du «nouveau système économique» et en vertu de l'«élévation» du rôle du profit et de l'élargissement du pouvoir des dirigeants de l'organisation de construction du bâtiment, ces derniers peuvent licencier à leur guise les ouvriers et redistribuer «le fond pour le stimulant matériel». Par conséquent, les ouvriers du bâtiment sont exploités et opprimés toujours plus durement dans les départements de la construction du bâtiment, de nombreux ouvriers ne peuvent tolérer les chefs, les directeurs et le personnel d'administration de la construction du bâtiment pour leur comportement de patron.

Le conflit entre les ouvriers du bâtiment et les patrons bureaucrates se fait de plus en plus aigu, ne cessant de se développer depuis cinq ou six ans.

LE PEUPLE TRAVAILLEUR DES ÉTATS-UNIS DANS LA MISERE

A l'approche du nouvel An, victime de l'augmentation du chômage et de la hausse des prix, le peuple travailleur des États-Unis, endetté jusqu'au cou, mène une vie de plus en plus difficile.

Depuis le début de cette année les chômeurs se chiffrent chaque mois à plus de sept millions, selon les annonces officielles américaines. Le chiffre serait maintenu aux environs de dix millions si l'on tenait compte aussi du nombre des chômeurs partiels. Cette année sera une année témoin du plus grand nombre de chômeurs aux États-Unis depuis 1941.

Les noirs et les ouvriers d'autres minorités nationales sont les plus frappés. Il est rapporté qu'en raison de la récession économique, le nombre de: chômeurs noirs a plus que doublé par rapport à celui d'il y a cinq ans. Le taux de chômage chez les noirs a atteint environ 26 %, c'est-à-dire qu'un ouvrier noir sur 4 est sans travail.

Au fur et à mesure de la montée continue des prix, le revenu réel des travailleurs est réduit et le pouvoir d'achat social sérieusement affaibli. Les prix à la consommation se sont élevés au cours des dix premiers mois de cette année. L'agence «Associated Press» a rapporté que de 1972 à avril de cette année, l'ouvrier US a perdu en moyenne 9,4 % de son pouvoir d'achat. L'hebdomadaire américain «Guardian» indique qu'«il n'est pas difficile de constater comment le fardeau principal de la crise économique pèse sur la classe ouvrière».

Les travailleurs sont gravement endettés à cause de l'application de la politique de crédit à la consommation par les capitalistes monopoleurs. On a rapporté que chaque Américain a maintenant une dette intérieure moyenne de 13 000 dollars, soit trois fois plus que celle de l'année 1945, dont plus de 3 300 dollars étaient pour l'hypothèque sur le logement et le crédit à la consommation, ce chiffre représente 14 fois le chiffre de 1945. Un dollar sur quatre dans le revenu de chaque Américain doit être payé pour leur dette.

Commandez, diffusez
LA FAUCILLE
No 11
L'ex. : 0,70 F
17, rue du Sentier
75002 Paris

la vie du journal

sur le front culturel

FILM A VOIR

Terre d'Espagne de Joris Ivens

Excellent documentaire tourné en 1937 sur le front Valence-Madrid par Joris Ivens, ce film est d'autant plus exceptionnel qu'il est le premier documentaire destiné à faire connaître aux peuples du monde entier la juste guerre menée par les peuples d'Espagne contre les fascistes franquistes, hitlériens et mussoliniens.

Il est aussi bien un soutien politique que matériel. En effet, quelques personnalités américaines progressistes financèrent, après la projection du film, l'achat d'ambulances destinées à secourir les blessés républicains (voir aussi le livre «Docteur liberté»).

Terre d'Espagne c'est l'enthousiasme, la force, l'union de tout un peuple contre l'ennemi commun : le fascisme. C'est aussi la solidarité entre l'armée de libération républicaine qui défend Madrid, et les paysans qui irriguent leurs terres — dont ils se sont emparés — «pour le bien commun et la défense de Madrid».

Le mérite de ce film, c'est de montrer que parallèlement se mène sur le front une lutte idéologique. On voit ainsi le peuple en armes informé par voie d'affiches de toute l'évolution de la situation politique. Dans les sections, les soldats élisent démocratiquement leurs représentants pour les meetings centraux.

Terre d'Espagne, c'est la dénonciation du «triumvirat» fasciste qui n'hésite pas à envoyer ses avions bombarder les villes et exterminer la population civile. Face à cela, Ivens nous montre la colère du peuple, cette colère révolutionnaire impulsée par des sentiments antifascistes.

Ce film-documentaire est d'une autre trempe que «Mourir à Madrid», celui de Frédéric Rossif. Alors que «Mourir à Madrid» cherche à représenter la guerre d'Espagne comme une guerre fratricide, «Terre d'Espagne» nous montre **la guerre d'un peuple contre le fascisme**.

Autant Rossif dénigre la violence révolutionnaire, autant Ivens place celle-ci en avant. **Mourir à Madrid** est une musique lente et mélancolique. **Terre d'Espagne** est une musique vive, pleine d'espoir national et antifasciste.

Joris Ivens, Norman Bethune sont deux noms que nous devons retenir car ils sont indissociables de l'internationalisme prolétarien, de l'antifascisme et de l'amitié avec la lutte du peuple chinois. Tout comme Bethune, Ivens apporta son appui à cette lutte : la première caméra de l'Armée populaire de libération chinoise fut offerte par Ivens. Aujourd'hui, il continue son effort militant : il est revenu de Chine populaire avec de longues heures de bobines dans sa caméra, sur l'édification du socialisme en Chine.

Terre d'Espagne passe actuellement : – Studio St-Séverin – 12, rue St-Séverin – Mo St-Michel – Permanent de 14 à 23 heures. 9 F. Groupes : 7,50 F.

– Olympic-Entrepôt 3 : 7-9, rue Francis-de-Pressensé – Mo Pernety – En semaine 15 h., 20 h., 21 h 15 : samedi perm. de 14 à 22 heures : dimanche de 14 à 24 heures. Entrée 9 F.

GUYANE

Les films décadents occidentaux interdits

Le gouvernement guyanais annonce qu'il avait décidé d'interdire l'importation et la projection des films occidentaux décrivant le mode de vie décadent en Occident qui ne sont d'aucune aide pour le développement de la nation.

L'annonce officielle dit que le département intéressé du gouvernement retirera tous les certificats pour les films de ce genre vers la fin de cette année.

Afin d'éliminer la mauvaise influence des films occidentaux, la Guyane a commencé à faire ses propres films documentaires. Un film sur l'histoire de Cuffy, dirigeant d'esclaves noirs, est en train d'être tourné.

LE 96è ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE JOSEPH STALINE CÉLÉBRÉ EN ALBANIE

D'après l'agence télégraphique albanaise

Mardi dernier, de nombreux meetings et conférences étaient organisés en Albanie pour célébrer le 96ème anniversaire de la naissance de Joseph Staline (21 décembre 1879).

Des milliers de travailleurs albanais ont visité le musée «Lénine-Staline» de la capitale Tirana le 15 et le 22 décembre, où étaient organisées à cette occasion des conférences sur le thème «La grande guerre patriotique du peuple soviétique», «Staline et l'Albanie», ainsi que la «vie de Staline, grand marxiste-léniniste, loyal disciple et continuateur de l'œuvre immortel de Lénine».

Un journal pro-soviétique bulgare reconnait la force des idées marxistes-léninistes en Europe

Non, ce n'est pas une plaisanterie de fin d'année, mais la réalité.

Un journal bulgare «Zemedelsko Zname» devait accuser dans un article paru mardi, les organisations «maoïstes» d'Europe de saboter la «détente» par de grandes «campagnes antisoviétiques».

Le journal s'attaque particulièrement aux «maoïstes» portugais, accusés d'avoir saboté les prétendues «acquisitions révolutionnaires du peuple portugais».

C'est une façon comme une autre de reconnaître la force politique toujours plus grande des authentiques partis et organisations marxistes-léninistes.

Et, on comprend leur rage, quand on sait que les «maoïstes» comme ils disent diffusent des idées (notamment sur la fausse «détente» et les vrais préparatifs de guerre de la superpuissance russe en Europe, ainsi que ses activités subversives les plus diverses) dont l'audience est toujours plus large et l'action plus soutenue.

De quoi inquiéter ces messieurs on s'en doute...

A L'ATTENTION DE TOUS NOS LECTEURS

En raison des journées fériées lors des fêtes de Noël et du jour de l'An, il n'y aura pas d'éditions de l'Humanité rouge datées des vendredi 26 et samedi 27 décembre 1975 ainsi que des vendredi 2 et samedi 3 janvier 1976.

Le vice premier ministre chinois Li Sien-nien à propos de l'Angola :

«Une fois l'agression étrangère éliminee, le peuple angolais sera à même de faire de l'Angola un pays nouveau»

Au cours d'une reception offerte lundi soir à Pékin en l'honneur du président de Sao Tomé et Principe (ancienne colonie portugaise), M. Manuel Pinto da Costa – reçu mardi par le président Mao Tse-toung –, le vice premier ministre chinois devait déclarer :

«L'année 1975 va s'achever. Au cours de cette année, les grands peuples africains, contre vents et marées, ont poursuivi vaillamment leur marche en avant : l'Afrique connait une situation excellente. Les pays africains indépendants ont vu leurs rangs grossir rapidement. En outre de Sao Tome et Principe, a-t-il ajouté, le Mozambique, le Cap-Vert, les Comores et l'Angola ont aussi proclamé, l'un après l'autre, leur indépendance aux accents du chant triomphal de la lutte pour la libération nationale. Cependant après l'indépendance, l'Angola se trouve à ce jour dans une situation affligeante de guerre civile. Cela est dû exclusivement à la superpuissance qui prétend être une «alliée naturelle» des peuples africains. Et l'autre superpuissance, en vue de disputer l'hégémonie à sa rivale, ne s'est pas laissée distancer : l'Afrique du Sud, tristement renommée, y est également intervenue. L'essence du probleme angolais réside dans la juste lutte menée par le peuple angolais pour l'union nationale, l'unification et l'indépendance réelle du pays, contre la rivalité et l'ingérence des superpuissances. Nous soutenons résolument cette juste lutte du peuple angolais et condamnons énergiquement les superpuissances, notamment l'archicriminelle qui a provoqué la guerre civile en Angola, par son intervention grossière et son agression flagrante. Nous avons la certitude qu'une fois l'intervention et l'agression étrangeres éliminées, le peuple angolais ayant à cœur les intérêts de la nation angolaise, sera à même de réaliser, avec l'aide de l'OUA et des pays africains, l'unité entre les trois organisations de libération et de faire de l'Angola un pays nouveau, uni, unifié et réellement indépendant.

L'ACTIVITÉ DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE EN TERRITOIRE OCCUPÉ DEPUIS DEUX JOURS

L'agence de la Résistance palestinienne «Wafa» a informé mercredi matin du déroulement avec succès de trois opérations à l'intérieur des territoires occupés au cours des dernières quarante huit heures.

La première a eu lieu dans la rue principale du kibboutz «richou le sion» où un officier des services secrets sionistes a été exécuté. La seconde a été l'attaque du club des officiers sionistes à Eilat. La troisième a été menée contre un convoi militaire en Haute Galilée, avec des roquettes et des armes automatiques.

DE NOMBREUX KHMERS RÉSIDANT EN FRANCE REJOIGNENT LEUR PATRIE

De nombreux Cambodgiens résidant en France retournent dans leur patrie. Le 17 décembre, un premier groupe d'une quarantaine de personnes était parti, mardi une vingtaine d'autres ont pris l'avion pour rejoindre Phnom Penh, et ce mercredi un troisième départ doit avoir lieu. Plusieurs centaines de personnes s'apprêtent ainsi à retrouver leur patrie libérée. Nous ne pouvons que nous associer à leur joie de contribuer à l'édification du Cambodge nouveau.

LA GREVE DES POMPISTES S'ETEND

Les compagnies «pétrolières» ayant refusé de céder aux pompistes qui demandent une augmentation de leur marge, ceux-ci ont décidé mardi d'étendre la grève qu'ils ont engagée ces derniers jours.

Dans l'Hérault, le département le plus touché depuis lundi, le mouvement de grève des pompistes s'est nettement durci mardi. De 70 % le pourcentage des stations fermées est passé à 90 %. A Montpellier (à l'exclusion des «grandes surfaces» dont les pompes restent ouvertes) neuf stations seulement étaient ouvertes mardi. A Béziers, le pourcentage des stations fermées était de 68 % et à Sète de 85 %. Des inconnus ont menacé de faire sauter la raffinerie de Frontignan.

Durcissement également dans le Gard (72 %). A Nîmes, dans la nuit de lundi à mardi, des inconnus ont sectionné les «flexibles» en caoutchouc des pompes de trois supermarchés.

Les raffineries et dépôts de carburant de la région sont gardés par des détachements de CRS ou de gardes mobiles. Des gendarmes motocyclistes escortent les camions de livraison ravitaillant les grandes surfaces et les quelques stations urbaines qui continuent à servir leurs clients.

Dans plusieurs endroits la police est intervenue mardi pour faire évacuer des piquets de grève devant les dépôts de carburant.

ENCORE LA LOI «ANTICASSEURS»

Accusé d'être l'instigateur d'une manifestation d'éleveurs, le secrétaire de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Charente-Maritime a été condamné mardi à 5 000 F d'amende par le tribunal de grande instance de Rochefort.

Il était poursuivi en vertu de la loi anticasseurs à la suite d'une manifestation qui s'était déroulée à Rochefort le 2 décembre 1974 pour protester contre la baisse des revenus des éleveurs.

Il lui était reproché d'avoir été l'instigateur de la manifestation au cours de laquelle 17 tonnes de viande avaient été déchargées d'un camion.

Il devra payer 124 521 F au propriétaire du camion.

Une fois de plus la loi anticasseurs est ainsi utilisée contre les paysans en lutte pour leurs revendications légitimes.

Directrice de publication : Suzanne Marty CPPP : No 47291 Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 758757575 Dépôt légal : 4è trimestre 1975